



GREVES, MEDIAS, POLITIQUES D'AUSTERITE : REPARLER DE TOUT CE QUI PRECARISE LES FEMMES

*Par Julien Fastré
Formateur au CVFE*

Ce texte a paru dans la rubrique 'Opinions' de La Libre du 28 septembre 2016¹

Pourquoi les médias sont-ils hostiles aux actions syndicales ? Se rendent-ils compte que les femmes sont les premières marquées dans leur corps et leur esprit par le système économique et les politiques d'austérité? Et ce sont encore les femmes qui sont touchées lorsque les services publics sont réduits : moins de crèches et d'aide à domicile alourdissent le travail domestique, invisible et non rémunéré, dévolu aux femmes.

D'abord le 24 juin, puis les 29 septembre et 7 octobre 2016 prochains, les syndicats belges ont programmé une série d'actions pour protester contre la flexibilisation du marché du travail (la «note Peeters»), les coupes dans le budget des services publics et diverses autres mesures d'austérité.

¹ <http://www.lalibre.be/debats/opinions/ce-qui-precarise-les-femmes-57ea911dcd70f8c3926fc2c7>

Déjà, on entend venir le discours médiatique qui accompagne chaque salve de mobilisation : les « *grèves francophones sans fin* »² provoquent une pagaille et une « *paralysie totale* » qui seraient, de toute façon, inutiles, vu que « *jamais une grève n'a fait plier un gouvernement* »³.

A la télévision publique, on suit comme un feuilleton l'histoire de cette greffière du Tribunal de commerce d'Eupen qui dort sur son lieu de travail le jour de la grève, pour « garder ses jours de congé pour elle et pas pour les grèves des autres »⁴. Deux minutes et 23 secondes y sont consacrées sur 35 minutes de journal télévisé !

Le lendemain, on apprendra dans une séquence d'à peine une minute 54 secondes, tournée uniquement en studio, que l'État baisserait le financement des entreprises publiques de 1 % du PIB entre 2014 et 2021⁵. Alors qu'un reportage de 3 minutes et 37 secondes évoque, avec un groupe vocal qui s'y consacre, les chants de lutte présents dans les manifestations⁶...

Des médias à charge

Au sein du CVFE, nous nous étonnons de ce traitement médiatique réservé aux mouvements sociaux, qui fait la part belle à l'anecdote et aux conséquences négatives de la grève. Les causes de la grève sont à peine expliquées, ou alors, par des raccourcis qui nous étonnent. D'un autre côté, la littérature sociale, scientifique et même médicale affirme les dangers des inégalités économiques pour le bien-être et la santé.

La mission du Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion (CVFE) est de lutter aux côtés des femmes contre l'exclusion socio-économique. Nous sommes solidaires de leur combat quotidien pour être respectées, faire valoir leurs droits et prendre la place qui leur convient au sein de la société. Avec elles, nous questionnons les nombreuses inégalités qui subsistent, et même s'amplifient, entre les femmes et les hommes.

Au quotidien, nos équipes rencontrent des dizaines de femmes qui paient le coût du système économique actuel. Il ne s'agit pas uniquement de personnes en situation de précarité chronique : désormais, la classe moyenne est touchée. Alors qu'aucun de ces témoignages ne filtre dans la presse, nous aimerions mettre en lumière l'histoire de ces femmes qui sont marquées dans leur corps et leur esprit par le système économique. Beaucoup d'entre elles sont en état de survie.

2 Le Soir, 31 mai 2016, page 1.

3 La Libre, le 1^{er} juin 2016, page 1

4 in http://www.rtf.be/auvio/detail_systeme-d-en-temps-de-greve?id=2114474, 1813 vues le 17 juin

5 http://www.rtf.be/auvio/detail_quid-du-financement-public?id=2114779

6 http://www.rtf.be/auvio/detail_ils-sont-chanteurs-de-manif?id=2114786

Ainsi, par exemple, cette femme, la trentaine, sans emploi depuis la fin de ses études en communication il y a cinq ans. Elle s'adresse à notre service pour trouver une nouvelle orientation après une dépression de deux ans. Ou cette femme de ménage de 40 ans, qui souffre du poignet après cinq ans de nettoyage dans les titres services. Elle sent que son corps ne supporte plus ce travail et souhaite trouver un autre métier, contre l'avis de ses 'facilitateurs' du Forem, qui, s'étonnant du fait qu'elle ne continue pas sa carrière de technicienne de surface, lui refusent la reconnaissance de ses difficultés physiques et lui imposent de poursuivre sa recherche d'emploi dans ce secteur.

Première cible : les femmes

Ces exemples illustrent les nombreuses statistiques qui démontrent le poids de l'austérité sur chaque membre de la société, mais en particulier sur les femmes. Ainsi, les mesures d'exclusion des allocations d'insertion qui ont frappé les personnes sans emploi de longue durée en 2015 ont touché 2/3 de femmes sur les 30.000 exclu.e.s⁷. L'allongement des carrières et la réforme des pensions appauvriront les personnes vulnérables et les femmes constitueront là encore le plus gros contingent.

Ce sont encore les femmes qui sont touchées lorsque les services publics sont réduits à la portion congrue : moins de crèches, d'aide à domicile et de soins de santé alourdissent le travail domestique, travail invisible et non rémunérateur, dévolu encore principalement aux femmes. Pis : ce sont souvent des femmes qui travaillent dans ces secteurs où l'emploi public se réduit.

La dégradation des transports en commun impacte toute la population, mais les femmes sont plus nombreuses à les emprunter.

Les mesures de flexibilité du temps de travail qui sont annoncées vont concerner également les familles : comment s'organiser avec les enfants lorsque l'horaire des temps partiels pourra être modifié 24 heures à l'avance ?

S'agit-il uniquement de statistiques ? Au quotidien nous observons la dégradation de la santé des personnes pendant – et avant ! - leurs années de chômage : dépressions, maladies petites ou plus grandes, angoisses, ... Nous observons que les jeunes diplômées sont également touchées ! Cet impact-là, nous le retrouvons peu dans le discours médiatique. Pourtant, il justifie pleinement les mouvements sociaux.

Il existe un horizon positif : pour améliorer notre bien-être, il est urgent que notre société soit plus égalitaire.

En effet, les inégalités économiques sont mauvaises pour la santé et le bien-être de l'ensemble de la population. Toutes et tous, riches comme pauvres, sont touché.e.s. « *Dans les sociétés inégalitaires, les problèmes de drogue, de violence, de sécurité*

⁷ in Syndicats (FGTB), n°9 du 13 mai 2016, pages 5-6 https://issuu.com/fgtb/docs/s09_-_2016b

sont plus graves. Les pauvres sont touchés mais – et c'est là un point fondamental – ils ne sont pas les seuls affectés : les inégalités nuisent à l'ensemble de la population, y compris aux plus aisés. A l'inverse, quand les inégalités se réduisent, 95 % de la population se porte mieux» déclare Richard Wilkinson, un épidémiologue qui a étudié les conséquences des inégalités sur la santé⁸.

Mieux redistribuer

L'idée est donc simple : pour améliorer notre bien-être, il faut d'urgence revenir à une meilleure redistribution des richesses entre les citoyen.ne.s.

Devant tant d'évidences, face à la férocité du système économique actuel, notre intérêt à nous, citoyen.ne.s, précaires ou pas, est d'exiger cette redistribution.

Cela nécessite un changement de paradigme : il s'agit de placer l'économie au service de la société, et non l'inverse. Il s'agit, aussi, de renforcer la démocratie pour lutter contre des règlements inspirés exclusivement par les forces économiques.

Or, aujourd'hui la bourse et les marchés votent plus fréquemment que les citoyen.ne.s ; et trois patrons d'entreprises font plus de bruit que 60 000 manifestant.e.s. Dans ce contexte, il est éclairant de relire Adam Smith, le premier théoricien de l'économie capitaliste :

« L'intérêt (...) [des commerçants] est toujours, à quelques égards, différent et même contraire à celui du public. (...) Toute proposition d'une loi nouvelle [qui viendrait de commerçants] doit toujours être reçue avec la plus grande défiance, et ne jamais être adoptée qu'après un long et sérieux examen, auquel il faut apporter (...) la plus soupçonneuse attention. [L'intérêt des commerçants] ne saurait jamais être exactement le même que l'intérêt de la société. [Ils ont avantage à] tromper le public et [ils l'ont déjà fait] en beaucoup d'occasions »⁹.

Notre intérêt commun n'est pas de renforcer un modèle économique qui ne nous apporte pas plus de bien-être - et dont 80% des profits sont accaparés par 20% des plus riches, mais de promouvoir la sécurité sociale, la culture et l'enseignement.

Et ceux qui les défendent, malgré leurs inévitables défauts de fonctionnement, sont les syndicats. La grève, bien sûr, gêne le fonctionnement de la société : mais elle est légitime quand on observe que ce fonctionnement n'est pas acceptable !

Rappelons-nous : quand les ouvrières de la FN lançaient leur revendication 'A travail égal, salaire égal', celle-ci était considérée comme un luxe impossible. Des années

⁸ Pascal Riché, Richard Wilkinson : « Les inégalités nuisent à tous, y compris aux plus aisés », 20 octobre 2013, consulté le 17 juin 2016 <http://rue89.nouvelobs.com/2013/10/20/richard-wilkinson-les-inegalites-nuisent-a-tous-y-compris-plus-aises-246731> et Ruffin (François), « L'égalité, c'est la santé ! », Fakir Editions, 2015

⁹ Smith (Adam), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, traduit par Germain Garnier et Adolphe Blanqui, Guillaumin, Paris, 1843, consulté le 17 juin 2016 https://fr.wikisource.org/wiki/Recherches_sur_la_nature_et_les_causes_de_la_richesse_des_nations/Livre_1/11

auparavant, ce fut également le cas pour la semaine des 38 heures ou le repos dominical.

Il est temps de faire reculer l'impossible, de donner un nouveau souffle à la démocratie, avec des politiques de développement qui ne viseront pas à satisfaire la soif insatiable d'un système économique cruel, mais à construire une société ouverte, progressiste, favorisant la participation de toutes et tous à la vie économique et sociale, qui garde le souci des personnes vulnérables – ce qu'on devient chacun.e à certaines étapes de notre vie (enfance, vieillesse, maladie, handicap ...).

Il est temps de reparler de la violence des berges qui enserrant le fleuve, plutôt que de la violence du fleuve.

Grèves, médias, politiques d'austérité :
Reparler de tout ce qui précarise les femmes

Collectif contre les violences conjugales et l'exclusion (CVFE asbl) : rue Maghin, 11- 4000 Liège.

Publications (analyses et études) : www.cvfe.be

Contact : Roger Herla - rogerherla@cvfe.be – 0471 602 970

Avec le soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie.